

« Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort. »

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

François MITTERRAND

Édito

Lecciones de izquierda

(Leçons de gauche)

A en croire les unes des journaux et les éditions spéciales des JT, ces derniers temps, ce sont les actualités internationales qui défraient la chronique. Nous venons de vivre un moment assez incroyable, qui, nous, socialistes, nous a laissé incrédules. Malgré les derniers rebondissements du week-end dernier, le suspens reste entier. Il nous tient en alerte. La facture est lourde et le bout du tunnel est encore loin. Ce n'est que dans un an environ que nous pourrions juger sur pièce. Et oui, c'est dans un an que se tiendront les élections législatives espagnoles qui permettront aux salariés de juger le gouvernement Zapatero. L'an prochain ce sera sans lui, car il vient d'être inculpé par le peuple, et le plaidoyer de la jeunesse espagnole, place *Puerta Del Sol*, est fort d'enseignements, pour nous, jeunes socialistes français.

A l'heure, où nous validons notre projet pour 2012, **il est tout de même bon de souligner qu'aucun plan d'austérité n'y figure.** Pas de hausse de TVA, pas de gel des salaires, pas de suppression de postes de fonctionnaires, bien au contraire ! On y parle de redistribution des richesses, de justice sociale, d'État stratège, de réhabilitation de la puissance publique, etc... Et il ne fait pas qu'en parler, il propose également. Ce projet pourrait se voir attribuer la mention « correct, mais peut mieux faire ». C'est un bon début. Et nous n'allons pas nous amuser à savoir s'il est social-libéral, social-démocrate ou social-écologiste : **ce projet est socialiste**, puisqu'il a été adopté par les socialistes. Les primaires vont tout personnaliser, mais le véritable enjeu, c'est le contenu.

Les médias qui avaient fait de Dominique Strauss-Kahn leur chouchou, le champion des sondages, le candidat le mieux placé, quasiment « irremplaçable », viennent de se rallier sans état d'âme à l'austère François Hollande : le roi est mort ! Vive le roi ! Foutaises...

L'enjeu n'est pas là ! Il est de savoir **quelle candidature est capable de retenir la leçon espagnole que viennent de nous conter les « Indignados »**. Jeunes, nous nous reconnaissons pleinement dans leurs revendications, puisque nous subissons de la même manière les virulents coups de fouet des crises du capitalisme. L'attente de la jeunesse est forte, elle a su se mobiliser contre les lois scélérates de la droite de 2006 à 2010. En 2012, n'opposons pas une absence à cette attente, sinon l'avenir s'écrira sans nous.

Par Johann CESA (42)

Numéro Spécial Convention PS du Projet



SOMMAIRE

Édito (p.1): par Johann CESA

Internationale (p.2-3) : par Jean-François CLAUDON

Projet PS (p.4-5): Fusion IRPP-CSG, une fausse bonne idée par Ernest SIMON

A Droite (p.6): Wauquiez l'anti-social par Théo MALER

Histoire: 6 ans après le 29 mai par Jean-François CLAUDON

Culture (p.8): We Want sex equality par Anthony GRATACOS

Pour contacter
l'Offensive Socialiste :

Johann CESA (Bureau National du MJS) :
06 28 04 71 32

Anthony GRATACOS (rédaction d'Unité):
06 19 77 64 08

Le « printemps des peuples arabes », dont l'étincelle jaillit en Tunisie il y a plus de 6 mois, commence à déborder. Après l'Égypte, la Libye et la Syrie, c'est au tour de l'Espagne de rentrer dans la danse. Plus qu'à l'approfondissement d'une même dynamique, c'est en fait à la rencontre des deux tendances politiques fondamentales à laquelle nous assistons : la révolution méditerranéenne contre le déficit démocratique des régimes en place et la lutte du salariat contre les plans d'austérité que lui impose le capitalisme en crise. L'Espagne au carrefour entre la Grèce et l'Égypte ? C'est géographiquement peu orthodoxe, mais ce n'est pas absolument dénué de sens !

La mobilisation actuelle d'une frange significative du peuple espagnol est la conséquence de la crise systémique qui frappe de plein fouet ce qui était encore il y a 4 ans - comme la Grèce !- l'élève modèle de l'Europe libérale. L'explosion de la bulle immobilière espagnole, chaînon parmi d'autres de la crise hypothécaire généralisée suscitée par l'effondrement des subprimes, a plongé l'Espagne dans le marasme. Dur coup pour l'ego des thuriféraires du « miracle économique » espagnol symbolisé par les réalisations de l'année 1992... Mais coup immensément plus violent pour les millions de salariés espagnols qui, eux, n'ont que leur force de travail pour vivre ! Le taux de chômage dépasse les 20 % de la population active et avoisine les 45 % pour les 18-25 ans. Dans L'Humanité du 21 mai, Cathy Ceibe note qu'en 2011, « **l'austérité version Zapatero s'est traduite par une augmentation de 10 % du tarif de l'électricité et du gaz. La TVA a une nouvelle fois été revue à la hausse. Les fonctionnaires se sont vu imposer un gel des salaires. Même sanction pour les retraités. Enfin, la réforme des retraites a repoussé l'âge de la fin des activités à 67 ans** »...

Pour autant, en Espagne, les manifestations des derniers mois n'avaient à première vue rien pour surprendre. Il s'agissait de mobilisations ponctuelles, à l'appel des syndicats, pour protester contre la vie chère, le chômage et contre les politiques libérales menées par un gouvernement socialiste en chute libre dans les sondages. Bref, rien de plus palpitant que quelques ballades dominicales balisées et sans perspective, afin de mettre un peu la pression sur le PSOE à quelques

semaines d'échéances électorales éminemment périlleuses pour le pouvoir en place... On en oubliait presque les grèves puissantes de l'année dernière, notamment la grève générale réussie d'octobre 2010. **Ce verrou de faux-fuyants et de conservatismes, qui contenait le mouvement social en le canalisant, a commencé à sauter le 15 mai dernier**, lorsque quelques manifestants ont décidé de rester sur place à l'issue de la mobilisation du jour à Madrid. Sans le savoir, le mouvement de la Puerta del Sol était en train de naître en se plaçant dans le sillage prometteur du mouvement de la Place Tahrir.

Comme en Tunisie, comme en Égypte, c'est à une vitesse folle que le mouvement social en cours s'est approfondi.

Il se nourrit maintenant avant tout de l'indignation que suscite dans la masse de la population les pratiques de « ses » élites telles que la corruption ou le cynisme, ainsi que le déficit démocratique imposé par le bipartisme régnant dans la péninsule.

La police a eu beau déloger les militants occupant la Puerta del Sol en fin de semaine dernière, ils sont revenus à la charge, encore plus nombreux et plus motivés, dès le 18 mai, en bravant l'interdiction formulée par le conseil électoral. Le mouvement de protestation du 15 mai est en train de faire tâche d'huile dans tout le pays, puisque près d'une centaine de places centrales étaient occupées par les manifestants vendredi 20 mai en fin de journée. Ce mouvement se définit lui-même comme une mobilisation multiforme

de milliers de citoyens « indignés de la situation politique, économique et social du pays ». Il s'agit donc d'une mobilisation citoyenne fondamentalement éthique qui se rapproche des révolutions arabes des derniers mois. D'ailleurs, comme au Sud de la Méditerranée, le rôle d'internet semble de

prime abord absolument décisif et c'est la jeunesse précarisée qui apparaît comme le fer de lance de la contestation.

Mouvement social, mouvement « citoyen », mais surtout mouvement dynamique. On pourrait disserter des heures sur le contenu du Manifeste de Democracia Real Ya ! qui prétend incarner le Mouvement du 15 mai et qui commence à obtenir un écho de masse. Bien sûr, on pourrait regretter la tonalité « citoyenne » de ce texte qui dissimule les antagonismes sociaux en appelant aux « gens normaux » et non aux salariés.



« gens normaux » et non aux salariés On ne pourrait que regretter la confusion dont fait preuve ce Manifeste qui dénonce les « politiciens » avec bien plus de force que les banquiers. Enfin, on pourrait regretter le caractère bien trop abstrait de ce texte qui chante le « libre développement personnel et le droit à la consommation des biens nécessaires pour une vie saine et heureuse » sans parler de salaires, de protection sociale, de réduction du temps de travail, de service public, de nationalisation des banques... On pourrait faire une analyse de texte ligne par ligne, mais cela ne changerait rien : **le fait politique déterminant, c'est que ce Manifeste tend à unifier et à centraliser la protestation sociale qui monte des profondeurs du salariat espagnol.**

Ce qui ressort des témoignages d'un bon nombre de participants, c'est la politisation rapide de ce mouvement. Ce n'est ni un mouvement de « djeun's » excités et avinés, ni un rassemblement de « bobos » en mal de salons alternatifs où causer. Le mouvement des indignados contient en son sein la possibilité d'une mobilisation profonde de l'ensemble du salariat espagnol car il recèle une critique radicale d'une société de plus en plus inégalitaire où la précarisation galopante de la majorité est le pendant du maintien des privilèges d'une minorité éhontée paradant de Rabat à Londres. Le slogan central du mouvement, « nous ne sommes pas une marchandise entre les mains des politiques et des banquiers », est en effet riche d'un potentiel mobilisateur et unificateur peut-être insoupçonné. Selon Libération du samedi 21 mai, d'autres formules tout aussi lapidaires et efficaces sont en train de fleurir des Asturies à l'Andalousie, de la Galice à Barcelone : « vous sauvez les banques, vous volez les pauvres » ; « **politiques, c'est nous vos chefs, et nous sommes en train de vous virer** »...

D'ailleurs, ceux qui sont obsédés par les « révoltes générationnelles » et autres « mobilisations facebook » ne voient pas ou ne veulent pas voir que le brassage des générations devient remarquables dans les rangs des manifestants. Une jeune Française vivant en Murcie interviewée par 20 minutes décrit « un véritable effet boule de neige [...] qui réunit plusieurs générations ». Dans le même article, une jeune femme madrilène se dit frappée du calme et de la sérénité des jeunes et des salariés mobilisés. « Ils ne défilent pas, ne crient pas. Ils discutent entre

eux et s'écoutent », raconte cette étudiante enchantée avoir assisté à des débats entre des Madrilènes de tout âge. C'est le peuple qui discute et s'organise, ce ne sont pas des avant-gardes autoproclamées qui jouent à la révolution ! Un blogueur cité par Marianne 2 note que « les citoyens se sont organisés de façon efficace en comités juridiques, pour la communication, le nettoyage, le ravitaillement, la santé, et même en comités de musique ». A part quelques slogans valorisant les seuls « damnés de la terre », il n'y a rien de gauchiste, rien de minoritaire dans ce mouvement ! D'ailleurs, les deux mots d'ordre de ce Mouvement du 15 mai -**le refus de se sou-**



mettre au diktat du capitalisme financiarisé et la volonté de se réapproprier la souveraineté populaire-, ne résument-ils pas le programme traditionnel du socialisme depuis plus d'un siècle ?

Le mouvement du 15 mai n'a pas pu, ni voulu sauver le PSOE de la baffe électorale qu'il a reçue le dimanche 22 mai. De fait, les « Indignados » de la Puerta del Sol n'avaient pas donné de consignes de vote et leur pancartes le clamaient fièrement : « **nos rêves ne tiennent pas dans vos urnes** ». Que répondre à Manuel, ingénieur de 38 ans au chômage depuis 3 ans, cité par Libération, qui refusait deux jours avant le scrutin de choisir entre des partis qui « ont tous le même programme de soumission économique » ? Simplement que le Mouvement du 15 mai s'est privé d'un soutien critique à la gauche qui lui aurait, en cas de victoire, conféré une place centrale sur l'échiquier politique espagnol. Que le réflexe abstentionniste de certains « indignés » a permis à une droite revancharde de l'emporter et a ainsi sauvé le bipartisme qu'ils dénoncent à juste titre. Qu'en se privant d'un débouché politique, le mouvement est maintenant condamné à s'amplifier pour s'en prendre frontalement au pouvoir affaibli par la déroute électorale. Il ne suffit pas de tenir « au moins jusqu'à dimanche », comme l'affirme les leaders du mouvement. Il faut préparer l'épreuve de force, discuter pour cette fois organiser la grève générale. On ne peut pas dénoncer les « politiques » et passer son temps à s'adresser à eux. Le mouvement de la Puerta del Sol doit gagner une véritable indépendance politique. Il ne la trouvera que dans la liaison avec les syndicats et dans la lutte à mort contre l'austérité, fût-elle de « gauche ».

Par Jean François CLAUDON (75)

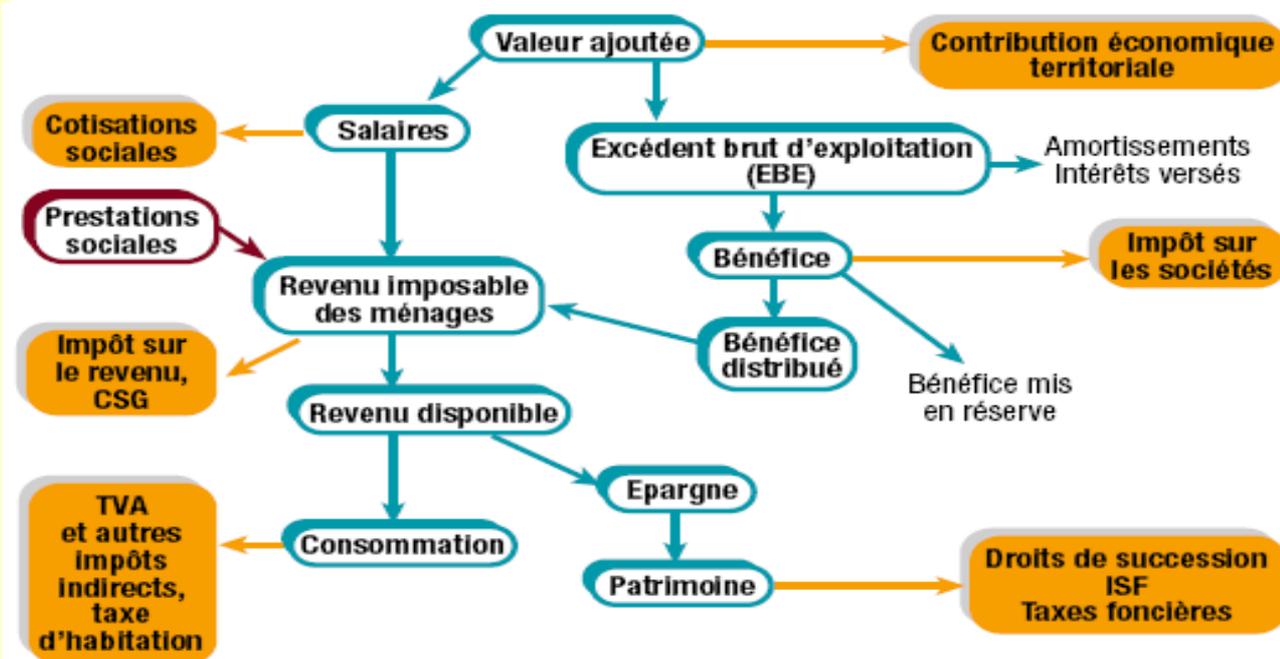
Fusion IRPP et CSG, la fausse bonne idée

Dans le projet socialiste 2012, l'engagement n°17 prévoit de fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG dans un impôt plus progressif et prélevé à la source. **Si l'objectif de justice fiscale est partagé par tous à gauche, la mesure technique, telle qu'elle est proposée, risque de prolonger le mouvement de déstabilisation du financement de la protection sociale.**

L'impôt constitue l'un des piliers du fonctionnement démocratique. Librement consenti et déterminé par le peuple ou ses représentants, il permet de financer les fonctions régaliennes de l'Etat mais aussi tous les services publics. Ainsi, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dispose dans son article 13 que « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est

rien puisque sa recette n'est que de 50 Milliards € en 2008 contre 130 milliards € pour cet impôt injuste qu'est la TVA. L'impôt sur le revenu, tant décrié dans les médias, est miné d'exceptions qui en limitent le rendement et la progressivité. Par ailleurs, seuls 53 % des foyers fiscaux y sont soumis. C'est regrettable. Il ne s'agit pas d'augmenter les impôts pour tous mais de reconstruire une fiscalité progressive, basée d'abord sur des impôts directs. C'est ainsi construire un lien conscient entre les citoyens et l'Etat.

La proposition de fusionner l'IRPP et la Contribution Sociale Généralisée s'inscrit dans cette perspective. Prélevée directement sur le salaire, la CSG a été créée en 1990 pour participer au financement de la protection sociale et elle connaît beaucoup moins de « niches » que l'impôt sur



indispensable ; elle doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

Ces prélèvements obligatoires prennent plusieurs formes : les impôts sur la consommation (comme la TVA), les impôts sur le revenu, sur les entreprises, sur le patrimoine et enfin les cotisations sociales. Institué en France en 1914, l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) pourrait être l'un des fondements d'une fiscalité progressive en fonction des revenus de chacun. Il n'en est

le revenu. Mais cette fusion repose la question de la nature de la CSG. Pour le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat, il s'agit d'un impôt. Pour la Cour de Cassation, suivant la décision de la CJCE, il s'agit d'une cotisation sociale. Cette différence n'est pas que sémantique. Un impôt n'est, par nature, pas pré affecté. Le parlement peut en disposer comme bon lui semble. Ainsi, il peut consacrer la recette à la protection sociale mais aussi bien à tout autre chose. Chaque année, il est donc possible d'affecter la recette d'un impôt à des objectifs différents.

Tableau, Source : Alternatives économiques, mars 2011

Il en va autrement des cotisations sociales qui sont affectées à la protection sociale. **Ces cotisations sont assises sur les salaires et les recettes sont gérées dans le cadre de la démocratie sociale. C'est le résultat d'un siècle de luttes sociales pour réserver une partie du salaire, le salaire indirect, au financement de la protection sociale.** La CSG a constitué une exception en étant assimilée à un impôt ou du moins à une ressource dont le montant est fixé par l'Etat. En consolidant ce mouvement de fiscalisation du financement de la protection sociale, le risque est grand de ne plus garantir des ressources pérennes au financement de la protection sociale. Cette dernière serait alors soumise au vent des alternances politiques. C'est pourquoi il n'y a pas lieu de s'étonner que la CGT et la CFDT aient déjà fait part de leur scepticisme à l'égard de la pertinence de cette fusion IRPP - CSG.

Par ailleurs, **les tenants de cette mesure donnent ainsi crédit à l'argument libéral que le travail serait un coût dont il faudrait diminuer la charge** : la cotisation sociale serait comme un impôt sur le travail. La stérilité de cette réflexion se révèle dans la pratique : si le salaire indirect est baissé, et que les impôts sont augmentés, qui garantira que le salaire direct du salarié sera augmenté de façon équivalente pour payer ces impôts ? C'est d'autant plus vrai que le mouvement de transfert des prélèvements sociaux vers les ménages est déjà fortement marqué. Une étude de la DRESS, citée dans un rapport de 2009 du Conseil des prélèvements obligatoires sur « *les prélèvements obligatoires des entreprises dans une économie mondialisée* », établit ainsi que la part des entreprises dans le financement de la protection sociale a diminué de 6 points, passant de 40,1 à 34,1 %, entre 1990 et 2003, tandis que la part des ménages croissait de 31,1 à 40,6 %.

La cotisation sociale n'est pas un impôt mais un élément du salaire, la part socialisée que les libéraux souhaiteraient voir diminuer, pour en prendre ensuite le contrôle, soit en privatisant la gestion de cette

ressource, soit en la contrôlant mieux via le budget de l'Etat. Le conflit fondamental de la lutte politique et sociale se noue sur le front du partage des richesses entre les salaires et le capital. Fusionner IRPP et CSG, c'est donc prendre le risque de donner un bâton pour se faire battre.

Par Ernest SIMON (44)

Amendement au projet socialiste adopté en convention fédérale (Fédération de la Loire)

Page 34 : Après « 3.2.1 Un impôt moderne sur le revenu au service d'un pacte redistributif » Suppression du paragraphe suivant, remplacé par :

« Pour plus de justice fiscale, une imposition juste et efficace

L'impôt constitue l'un des piliers du fonctionnement démocratique. Librement consenti et déterminé par le peuple ou ses représentants, il permet de financer les fonctions régaliennes de l'Etat mais aussi tous les services publics. Sarkozy et Fillon ont réduit les impôts justes et conservé les impôts injustes. Les impôts justes, ce sont les impôts directs et progressifs, redistributifs : impôt sur la fortune, sur les revenus, sur les sociétés, sur les successions. Les impôts injustes, ce sont les impôts indirects et proportionnels qui touchent indifféremment tous les citoyens : TVA, TIPP, impôts locaux. Dans un premier temps, **nous abrogerons les boucliers fiscaux fixés à 50 et 60%** fixés par la droite depuis 2002 puis les niches fiscales et sociales à hauteur de 50 milliards d'euros. **Nous rétablirons les dix tranches d'imposition** afin que l'impôt soit réellement progressif c'est-à-dire plus faible pour les plus modestes, et proportionné aux capacités contributives réelles des plus aisés. Nous conforterons le rôle de la CSG, puisque ses recettes abondent directement les caisses de la Sécurité Sociale c'est-à-dire sans passer entre les mains de la finance mais aussi de l'Etat. **Nous réduirons les taux de TVA** impôt sur la consommation injuste socialement. Nous rétablirons la taxe flottante sur les produits pétroliers. »

Le « cancer de la société française » : c'est ainsi que Laurent Wauquiez, ministre en charge des affaires européennes, qualifiait le 8 mai sur RMC les franges les plus précarisées du salariat. Le gouvernement Sarkozy nous avait habitués aux dérapages en tout genre et aux petites phrases chocs suscitant indignation à gauche et embarras dans les rangs de la majorité. Après s'en être pris aux citoyens d'origine étrangère et aux jeunes des cités, cette fois, c'est aux plus pauvres que le gouvernement s'attaque. Laurent Wauquiez ne propose rien de moins que de revoir en profondeur notre système d'aide sociale, coupable selon lui d'entretenir le chômage et de « coûter » beaucoup trop cher à l'État.

« Tous ces assistés qui plombent la croissance, ces fainéants qui ne travaillent pas et qui cumulent les aides sociales, il est temps d'en finir! ». Mr Wauquiez souhaite mettre un terme à cette situation en supprimant le cumul des aides sociales et propose de faire travailler 5 heures gratuitement les allocataires du RSA, soit plus de 1,8 millions de salariés. Dernière mesure, le minimum vieillesse ne serait accordé aux étrangers que s'ils déclarent avoir travaillé au minimum 5 ans sur le territoire.

La droite continue ainsi sa politique de stigmatisation et de casse sociale avec comme objectif de diviser les travailleurs. La droite sait qu'elle ne pourra espérer remporter la prochaine élection présidentielle qu'en jouant sur la peur et en désignant des boucs-émissaires. L'objectif est bien connu : diviser pour mieux régner. Diviser les salariés entre eux, créer l'illusion d'une divergence d'intérêts entre ceux qui travaillent pour gagner à peine de quoi s'en sortir et ceux, de plus en plus nombreux, qui, exclus du marché du travail ou dans l'incapacité de vivre de leur salaire, bénéficient d'aides sociales. Bref, opposer les salariés aux chômeurs.

Cette attaque est révélatrice de la volonté du gouvernement de démanteler le système de protection sociale français, et de finir son travail de libéralisation de la société. Cette intervention, bien que désavouée par une partie du gouvernement, permet à la droite au pouvoir d'amorcer la campagne

présidentielle.

A un an de la présidentielle, la droite s'engage dans la bataille des mots. En parlant d'assistanat Laurent Wauquiez ne commet pas une erreur de formulation, au contraire, il participe au développement de l'idéologie dominante qui veut que l'on ne parle plus de cotisation sociale, mais de « charge », ni de protection sociale, mais d'« assistanat ». Les mots ont un sens et la droite le sait très bien. Laurent Wauquiez, en parlant d'assistanat, sous-entend implicitement qu'un chômeur ou un bénéficiaire du RSA se complaît dans sa situation et que notre système d'aide sociale maintient cette situation. C'est le retour d'un des dogmes libéraux les plus éculés : **la notion de chômage volontaire.** Pour les libéraux, le chômage est dû au fait que les individus sont amenés à faire un



choix entre leur temps de travail et de loisir. Si les individus ne trouvent pas d'emploi, c'est parce qu'ils demandent un taux de salaire supérieur au taux de salaire d'équilibre du marché. Ils sont donc rationnellement conduits à faire un calcul « coût/avantage » entre les avantages du travail (le salaire, la sociabilité) et ses désavantages (le coût des transports, le renoncement au loisir, la perte d'éventuelles aides sociales) et décident alors volontairement de rester sans emploi. Plus simplement, les gens sont au chômage parce qu'ils n'acceptent pas les conditions du marché et préfèrent ne pas travailler tout en restant entretenus par l'État.

Cette analyse est bien sûr erronée. Si nous sommes aujourd'hui face à un taux de chômage si important, c'est en raison de la nécessité qu'a le capitalisme d'entretenir une armée de réserve, ainsi que de la violence de ses crises cycliques, bref, du sur-travail qu'il impose à une partie des salariés. Non en raison d'un manque de volonté des chômeurs.

Le rôle de la gauche sera de remporter la bataille idéologique en s'attaquant aux dogmes libéraux. Elle devra également mener une véritable politique d'emplois, ce qui passe par la réduction massive du temps de travail et le retour aux 35h réelles.

Par Théo MALER, syndicaliste étudiant

Pour certains jeunes camarades, c'était un combat d'un autre siècle. Pour d'autres - pas beaucoup plus vieux pourtant !-, c'est comme si c'était hier. Il y a 6 ans presque jour pour jour, le 29 mai 2005, le Traité Constitutionnel Européen était rejeté par plus de 55 % des Français. Mieux, le non avait finalement séduit près de 60 % des électeurs socialistes, environ 70 % des employés et même 80 % des ouvriers. Et après, on va nous expliquer que c'est la fin des idéologies et que les classes sociales n'existent plus ! Au contraire, **c'est bel et bien notre camp social qui s'est soulevé ce jour-là pour dire enfin explicitement son refus du libéralisme en Europe.** Se souvenir aujourd'hui, au moment où la campagne contre le droite et le FN vit son 1er jour, de cette date-clé dans l'histoire de la gauche, c'est comme prendre un bain de jouvence militante, n'en déplaise à ceux qui refusent, aujourd'hui comme hier, de se jeter à l'eau ! Quel belle campagne

ont constituée ces 6 mois de militantisme acharné, entre la fin de l'année 2004 et ce joli mois de mai 2005 ! Bien sûr, les 3 courants gauche du PS de l'époque (Nouveau Monde, NPS et Forces Militantes), rejoints alors par les amis de Laurent Fabius, avaient officiellement perdu le référendum interne au soir du 1er décembre 2004. Mais les tenants de l'Europe libérale avaient déjà perdu sur un point : on avait commencé à débattre publiquement de l'Europe dans ce pays. Les salariés s'étaient, qu'on le veuille ou non, emparés de la question. L'Europe sortait enfin du champ de l'évidence et des discussions d'experts pour devenir une question politique sur laquelle par définition tout le monde avait son mot à dire.

Alors, en tant que socialistes, nous avons été des milliers à affirmer que nous ne pourrions nous taire dans ce débat de société qui s'entrouvrait. Nous ne pouvions pas ne pas être de ce combat. Il fallait choisir son camp. Nous avons donc pris parti, contre ce qui apparaissait alors comme la voix majoritaire de notre parti, et **nous avons rejoint le « non de gauche ».** Là, nous étions avec les nôtres ; là, nous étions avec notre classe ! Une vérité s'est alors établie progressivement au point de devenir une évidence éclatante dans les dernières semaines de la campagne : c'était le « oui » qui divisait la

gauche et le « non » qui ressoudait ses rangs. Nous étions au coude-à-coude avec nos camarades communistes, écologistes, trotskistes, libertaires et associatifs au moment même où un certain François Hollande faisait la une des journaux main dans la main avec Sarkozy...

En ce printemps 2005, on parlait politique partout. Au bistrot, dans les boîtes, sur les bancs de la fac, dans les transports, en famille... Partout ! Combien sommes nous à avoir entendu des déçus de la gauche affirmer que c'était la première fois qu'ils participaient à un meeting depuis bien longtemps et qu'ils commençaient à y croire de nouveau, comme en 1981 ? Combien sentaient se lever en ce printemps de France un vent de liberté qui rappelait les bourrasques d'un autre mois de mai ?

Mai 68, mai 81, mai 2005, tout se tient. Depuis la Libération, ce sont les trois printemps où notre camp, voyant les portes d'un autre monde en train de s'entrouvrir,

RESPECTEZ NOTRE NON

Une autre Europe est possible !

s'est unifié et s'est dressé pour en forcer l'entrée.

Dopés par l'enthousiasme communicatif du peuple de gauche, nous nous sommes battus. Pas tant contre le TCE en lui-même -il n'y avait rien de vendable dans ce texte- que contre le patronat, les médias et contre toute la droite. Car l'appareil du FN était avec son camp, la bourgeoisie, et nous avec le nôtre, le salariat qui, refusant de s'aventurer dans le cul-de-sac du souverainisme, avait hardiment ouvert la voie de l'avenir : celle de l'Europe socialiste, celle des peuples. A l'heure où l'Internationale des spéculateurs de tous les pays s'abat sur la Grèce, il faut nous rappeler qu'en 2005, dans les manifestations contre la casse de leurs retraites, **les salariés grecs avaient clamé que « le non français sera[ient ... leur] non ».** En 2011 comme en 2012, il nous faut porter ce mandat populaire. La flamme du non au libéralisme ne s'est pas éteinte au vent du pathétique soufflet de la « France d'après » de même que le non grec n'est pas dupe de l'austérité de « gauche ». D'Athènes à Paris, cet espoir d'un monde débarrassé de l'exploitation survit, sous les cendres du « nécessaire remboursement de la dette », et n'attend qu'une étincelle pour embraser l'Europe entière.

Par Jean François CLAUDON (75)

Comité de rédaction :
Johann Cesa
Thomas Chavigné
Tunjaï Cilgi
Jean-François Claudon
Mehdi Dardouri
Julien Guérin
Anthony Gratacos
Laurent Johanny
Ernest Simon
Morgan S. Trouillet

Unité mensuel gratuit publié par l'Offensive
(42) Socialiste
(31) Numéro 39 | Mai 2011
(64) Courriel : offensive.socialiste@gmail.com
(75) Maquette : Johann CESA
(42) Annonce :
(77) Nous cherchons un ou plusieurs dessinateur(s)
(77) humoristique(s) afin d'illustrer chaque mois
(43) l'actualité dans les colonnes d'Unité. Si vous êtes
(44) intéressés, merci de vous faire connaître par
(75) courriel (offensive.socialiste@gmail.com) ou de
joindre Anthony au 06 19 77 64 08.

Lisez *Unité*,
le journal de
l'Offensive Socialiste
et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur
www.offensivesocialiste.wordpress.com

Culture

« WE WANT SEX EQUALITY: Ce que veulent les femmes par Nigel Coe »



Elles étaient 183 ouvrières. Elles s'appelaient Vera Sime, Gwen Davis... et travaillaient pour Ford dans l'usine de Dagenham, à l'Est de Londres, la plus grande usine d'Angleterre avec ses 55 000 ouvriers. Elles cousaient les sièges de voitures, faisaient un travail qualifié, mais **ne touchaient que 85 % du salaire d'un ouvrier**. Un jour de juin 1968, à l'époque où les foyers anglais découvrent la télé en couleur et payent leur frigo à crédit, est arrivée une chose inouïe : elles osent se mettre en grève. **Marre d'être payées comme des sous-hommes. A travail égal, salaire égal** : « c'est un droit, pas un

privilege », disaient-elles. Face à ces grévistes d'un nouveau genre, les hommes sont lâches et obtus, à la notable exception d'un vieux syndicaliste mais, quand elles se résolvent à bloquer la chaîne de production, la musique n'a plus été la même. Après trois semaines de grève, Barbara Castle, secrétaire d'État à l'Emploi, sorte de Thatcher travailliste, les invite à prendre un thé et dit oui à leurs revendications. En 1970, le gouvernement de Harold Wilson fera suite en adoptant l'Equal Pay Act. Les vraies couturières de Dagenham n'étaient pas aussi colorées que les actrices de *We Want Sex Equality*. Ici, l'Arlette Laguiller british est affublée de robes de Chelsea Road et de problèmes de couple. Sexe et lutte sociale, le mélange fait bon ménage dans le cinéma anglais populaire (*Full Monty*, *Calendar Girls*) qui sait rendre la travailleuse drôle, sexy et émouvante. Le film est habillé des couleurs vives du « Swinging London », les chansons de la bande originale sont puisées à la même source que celles de *Good Morning England*. Rien à voir avec un documentaire Arte sur la grève chez Lip. Au début, comme elles, on n'y croit pas, comme ces syndicalistes revenus de tout et ces machos de patrons. Et puis **on se laisse prendre au charme discret de ces ouvrières ordinaires des sixties qui n'avaient peur de rien**.

Par Anthony GRATACOS (77)